*Questions orales***PRÉSENCE À LA TRIBUNE**

M. le Président: Je voudrais signaler aux députés la présence à la tribune de l'hon. Elizabeth Dole, secrétaire au travail des États-Unis et de l'hon. Robert Dole, leader de la minorité au Sénat américain.

Des voix: Bravo!

M. le Président: Je voudrais aussi signaler aux députés la présence à la tribune de Son Excellence, Mario Machungo, Premier ministre de la République populaire du Mozambique.

Des voix: Bravo!

* * *

L'ENVIRONNEMENT

Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest): Monsieur le Président, ce matin l'ancien secrétaire général de la Commission Brundtland a déclaré à une tribune publique:

Quand j'entends dire que nous sommes des chefs de file mondiaux en matière d'environnement, j'ai envie de rentrer sous terre.

Il n'est pas étonnant que des dizaines de milliers de Canadiens ont estimé qu'ils devaient manifester hier pour défendre la Terre. Le gouvernement n'est intervenu qu'en sept occasions depuis l'adoption de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement pour inculper des pollueurs aux termes de cette loi.

Quand le premier ministre va-t-il prendre la direction du Cabinet divisé et donner des directives nationales en matière d'environnement?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je ne peux pas être tenu responsable des divisions qui existent au sein du parti libéral.

Je peux cependant parler en faveur d'un Cabinet et d'un gouvernement forts et unis derrière le ministre de l'Environnement dont le bilan a été approuvé par M^{me} Brundtland.

Ma collègue a fait allusion au secrétaire général de la Commission Brundtland. Elle devrait citer la présidente de la Commission Brundtland, ancien premier ministre de la Norvège, M^{me} Brundtland, qui a déclaré que tous les Canadiens pouvaient être fiers du bilan de notre pays en ce qui concerne l'environnement.

Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest): Monsieur le Président, c'est au premier ministre que je pose ma question supplémentaire. De toute évidence, celui-ci ignore que madame Brundtland aurait déclaré tout récemment que le Canada ne devait plus se contenter de

parler, mais que le temps était venu pour lui de passer à l'action.

Le ministre de l'Énergie soutient qu'avant d'intervenir pour réduire les émissions, nous devons attendre que les autres pays en fassent autant. Le ministre de l'Environnement, par contre, soutient que nous devons intervenir maintenant, le prix de l'inaction étant trop élevé. Lequel de ces deux ministres parle au nom du Cabinet? Le premier ministre pourrait-il nous dire lequel de ces ministres énonce la politique environnementale de son gouvernement?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'examinerais volontiers toute déclaration que mon honorable collègue attribue à madame Brundtland. Je suis prêt, par ailleurs, à citer en partie une déclaration officielle que madame Brundtland a faite à l'époque où elle était premier ministre et présidente de la commission des Nations Unies: «Le Canada montre souvent la voie dans les affaires internationales, et tout particulièrement dans les travaux visant à favoriser le développement durable. . . Nous avons rencontré de vives difficultés et nous nous sommes estimés bien chanceux de pouvoir compter sur l'appui sans réserve et l'esprit d'initiative du gouvernement canadien.»

Je signale également à mon honorable collègue la déclaration de décembre dernier du ministre des Affaires étrangères Chevardnadzé: «Cependant, le Canada a été l'un des premiers à faire figurer la protection de l'environnement à l'ordre du jour des assemblées internationales et il a remporté des succès remarquables en ce domaine.»

Tous les dirigeants internationaux reconnaissent que sans être parfait, notre bilan en est un dont tous les Canadiens peuvent être fiers, et je pense qu'ils le sont tous, sauf évidemment certains membres du parti libéral.

* * *

[Français]

LES PÊCHES DE L'ATLANTIQUE

M. Fernand Robichaud (Beauséjour): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches.

La semaine dernière, le ministre a tenu des propos des plus insultants à l'endroit des communautés de pêches de l'Atlantique à l'effet que les travailleurs, les travailleuses et les pêcheurs ne se servaient de la pêche que pour se qualifier pour l'assurance-chômage.

Est-ce que le ministre est prêt aujourd'hui à profiter de l'occasion qui lui est donnée pour s'excuser auprès de ces communautés et retirer ces propos des plus offensants?